



Par
Sabahudin Softic
Fondé de pouvoir
Gestion & analyses
CONINCO Explorers in finance SA

Enthousiasme post électoral !

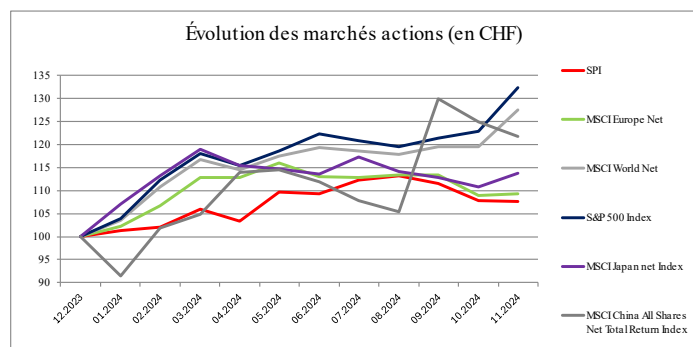


© Hedgeye Risk Management, LLC with permission granted by Hedgeye, reproduction and republication is expressly prohibited

"Fais le!"

"Ce n'est pas une suggestion"

La perspective de voir se réaliser les promesses électorales du président américain nouvellement réélu, Donald Trump, a provoqué un important enthousiasme sur les marchés. Dans leur ensemble, aussi bien les actions que les obligations ont connu un mois de novembre haussier. Cela dit, concernant les actions, la hausse est à attribuer quasi exclusivement aux États-Unis. La plupart des autres marchés terminent en revanche proches de l'équilibre. En Europe notamment où les tensions politiques, ainsi que les annonces de projets de suppressions d'emplois et de fermetures d'usines, entre autres par Volkswagen, pèsent sur le moral des investisseurs. C'est ainsi que les actions américaines ont encore accentué leur avance sur les autres marchés depuis le début de l'année.



Source: Refinitiv/CONINCO

Parmi les nombreux engagements de campagne du nouveau président, sans tous les mentionner, on peut notamment citer :

- Négocier rapidement la paix entre l'Ukraine et la Russie,
- Réduire les énormes déficits commerciaux américains avec la plupart des pays du Monde en imposant d'importants tarifs à l'importation,
- Amener diverses dérégulations au niveau fédéral,
- Augmenter la production pétrolière,
- Couper dans les dépenses d'État,
- Réduire les impôts,
- Etc.

Parmi toutes les promesses faites, celles qui vont probablement le plus rapidement être mises en place sont l'imposition de nouveaux tarifs et la réduction des impôts, car elles devraient créer relativement peu d'oppositions internes.

La plupart des économistes sont loin d'être convaincus de la pertinence des tarifs. D'ailleurs, si de nouvelles taxes à l'importation vont probablement être imposées, comme c'était le cas lors du premier mandat de Donald Trump, elles ne seront vraisemblablement pas aussi importantes qu'annoncées par le nouveau président, qui a il est vrai une tendance à l'exagération verbale. Rapatrier la production au sein du pays est à priori une bonne idée, mais cela prendra du temps. Imposer immédiatement des tarifs massifs risquerait en revanche d'être contre-productif pour la croissance américaine sur le court à moyen terme et cela ne va sans doute pas se faire dans les proportions suggérées (jusqu'à 100% de tarifs sur certains produits). D'ailleurs, cela ne semble pas énormément inquiéter les marchés qui voient bien cela comme un effet d'annonce, des sortes de menaces qui ne devraient pas aboutir en l'état.

Mais la promesse la plus importante de celui qui se décrit volontiers lui-même comme le « roi de la dette », ou également comme un « gars qui aime les taux d'intérêt bas » vient de ses engagements concernant les baisses d'impôts. Là aussi, tout comme lors de son premier mandat, cette promesse devrait probablement aboutir. En revanche, la volonté de couper dans les dépenses étatiques sera une tâche beaucoup plus dure, tant les oppositions politiques y compris dans le camp républicain devraient être grandes. Ceci provoquera probablement de nouvelles hausses du déficit budgétaire qui se monte déjà à plus d'USD 2'000 milliards dans cette dernière année de l'ère Biden.

Cela nous amène à l'élément principal ayant motivé la hausse des marchés tout au long de cette année, à savoir les assouplissements monétaires en cours par les banques centrales, principalement la Réserve fédérale américaine (FED). En effet, déjà lors de son premier mandat, Donald Trump avait

régulièrement tenté de mettre la pression sur Jérôme Powell, président de la FED, pour que cette dernière maintienne son taux directeur aussi bas que possible. La dette américaine étant encore montée depuis, la pression pour avoir des intérêts bas devrait donc une nouvelle fois se faire durant le deuxième mandat Trump.

Jérôme Powell continue néanmoins à insister sur l'importance d'une FED indépendante du pouvoir politique. D'ailleurs, suite à la réunion de la FED du 7 novembre, un journaliste a demandé à Jérôme Powell si le président avait le pouvoir de le congédier avant la fin de son mandat en mai 2026. Monsieur Powell a sèchement répondu que cela ne faisait pas partie des prérogatives du président américain. Les prochaines réunions de la FED seront suivies avec encore plus d'intérêt par les marchés. Rendez-vous le 18 décembre pour la dernière de cette année. ■